



# HYDRAULIQUE FAISONS BARRAGE, SANS RETENUE !

FO Énergie et Mines interpelle l'ensemble des usagers, de leurs élus, des salariés, des associations, des décideurs sur le dossier de l'hydraulique. Nous ne déroulerons pas le tapis rouge à ceux qui, de Bruxelles à Paris, mènent une politique industrielle destructrice, dans l'intérêt de certains requins du monde de la finance.

## QUELQUES CHIFFRES...

La France compte près de 400 concessions hydroélectriques représentant 10 à 12 % de la production d'électricité au niveau national et 61 % de la production d'électricité d'origine renouvelable.

EDF détenant 80 % des concessions hydroélectriques produit 66 % de l'énergie issue de ce mode de production.

## ... QUI ATTISE L'APPÉTIT DES PRÉDATEURS

Les opérateurs privés s'impatientent à l'idée d'engranger les milliards générés par la production hydroélectrique française. Sur le rang, des hydrauliciens étrangers et d'autres concurrents d'EDF sont dans les starting-blocks, prêts à se jeter sur l'aubaine que leur propose la Commission européenne avec la complicité du gouvernement français. Cela s'apparente clairement à **un braquage en bande organisée d'un outil industriel appartenant à la nation !**



## LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPLICE

En réponse à la première mise en demeure, et devant les pressions de la Commission européenne, la France avait proposé la mise en concurrence de 150 aménagements sur la période 2018-2023. Contrepartie en faveur de la Commission européenne du dépassement de 1 % du pacte de stabilité ? Avec la seconde mise en demeure, la France va-t-elle persister dans cette voie alors que maintenant d'autres pays sont aussi mis en demeure par la commission ?

La France sera-t-elle étonnamment l'un des rares pays à s'y soumettre ?

## DÉFENDONS NOTRE SERVICE PUBLIC RÉPUBLICAIN.

FO Énergie et Mines s'est fortement engagée dans la défense de l'outil industriel et la dimension sociale de l'hydraulique à travers des échanges et des actions multiples.

À chaque fois, nous avons rappelé notre vive opposition à l'offrande de l'hydraulique sur l'autel de la concurrence libre et faussée.

Notre attachement au maintien des trois opérateurs historiques (EDF, CNR et SHEM) dans leurs périmètres respectifs reste indéfectible.

Les centrales hydroélectriques sont une pièce majeure de notre mix énergétique. **Ce secteur absolument stratégique dépasse le cadre de la production d'énergie.** Les implications connexes en termes de recherche et d'études étant d'un intérêt majeur en termes d'écologie et de sécurité.

**AGIR, NE PAS SUBIR !**

[www.fnem-fo.org](http://www.fnem-fo.org)



Laisserions-nous aux mains d'entreprises privées (potentiellement étrangères) notre deuxième source de production électrique, remettant ainsi directement en question **notre autonomie et notre indépendance énergétique** ?

La logique de rentabilité prévaudrait-elle sur la maintenance d'ouvrages essentielle en matière de sécurité pour les riverains des installations ?

**Pour FO, cette approche est inacceptable !**

## LE DEVOIR DE FAIRE SAVOIR

D'autre part, la plupart des autres pays européens ayant refusé de se soumettre à cette injonction, EDF d'une manière paradoxale ne pourrait pas soutenir d'appels d'offres dans ces pays.

Cette politique industrielle favorisant la rentabilité sur la notion de Service Public entrainerait **des conséquences catastrophiques sur la gestion publique de l'eau** pour l'activité économique, la gestion de l'eau potable ou l'irrigation, les impératifs de la sûreté hydraulique et celle du système électrique, jusqu'aux besoins en termes de refroidissement dans le domaine nucléaire.

Pour rappel, **EDF, par le biais de l'hydraulique, gère 80 % des eaux de surface de la France**, avec tout ce que cela implique.



La dimension sociale et la défense des intérêts des salariés de cette filière en matière d'emplois, de reconnaissance est au cœur des préoccupations de FO Énergie et Mines. **Cette activité représente plusieurs milliers d'emplois directs et indirects.**

Remettre en cause le modèle actuel, reviendrait à mettre en danger ces milliers d'emplois, avec des conséquences dramatiques pour les salariés et leurs familles. Les impacts économiques seront également à supporter par les usagers et les communes.



Notre fédération appelle l'ensemble des élus de la République à défendre avec nous, l'intérêt collectif des Françaises et des Français par le maintien des missions de Service Public de l'énergie.

## DÉTERMINÉS POUR STOPPER LA FUITE EN AVANT

Nous le savons, les convoitises entêtées ne menacent pas seulement nos installations hydroélectriques.

Des piliers du Service Public républicains tombent victimes de dogmes financiers ou écologiques :

- Fermeture des dernières agences clientèle EDF.
- Fermetures annoncées de nos centrales thermiques.
- Fermeture de Fessenheim.

**La mise à mal des Services Publics de l'énergie impacte et impactera toute la population**, à commencer par les plus fragiles, si nous ne mettons pas tout en œuvre, par exemple, pour préserver la péréquation tarifaire.

FO Énergie et Mines condamne les injonctions de la Commission européenne et sera intransigeant avec ce gouvernement s'il persiste à s'y soumettre. D'autres alternatives restent possibles.



**Les salarié(e)s des Industries Electriques et Gazières sont unis et déterminés pour défendre une entreprise intégrée comprenant la production, le transport, la distribution et la commercialisation d'électricité ainsi que le Statut national du Personnel.**

**Aucun de ces piliers au service des intérêts des Françaises et des Français ne peuvent être sacrifiés pour répondre aux intérêts financiers de certains.**

**AGIR, ensemble, POUR NE PAS SUBIR**

**AGIR, NE PAS SUBIR !**  
[www.fnem-fo.org](http://www.fnem-fo.org)